



Mise en propreté des locaux & espaces

<p>Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP</p>
--

Affaire n° 2025-A081

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION – ALLOTISSEMENT – TYPE DE CONTRAT	4
2.1 - Mode de passation.....	4
2.2 - Allotissement	4
• Lot N° 1 :	4
• Lot N° 2 :	4
2.3 - Type de contrat	4
ARTICLE 3 - BATIMENTS ET LOCAUX CONCERNES	4
ARTICLE 4 - MONTANT DE L'ACCORD-CADRE - PRESTATIONS SIMILAIRES	4
4.1 - Montant de l'Accord-cadre	4
ARTICLE 5 - PIECES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 6 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION – RECONDUCTION - NOTIFICATIONS	5
6.1 - Durée et délais d'exécution	5
6.2 - Reconduction	5
6.3 - Forme des notifications.....	5
ARTICLE 7 - PRIX.....	5
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
7.2 - Contenu des prix	5
7.3 - Modalités de variation des prix à la baisse comme à la hausse.....	5
7.4 - Clause de sauvegarde.....	6
7.5 - Application de la théorie de l'imprévision	6
ARTICLE 8 - GARANTIES FINANCIERES	6
ARTICLE 9 - SOUS- TRAITANCE.....	6
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
10.2 - Présentation des demandes de paiement	7
10.3 - Délai global de paiement.....	8
10.4 - Paiement des cotraitants	8
10.5 - Paiement des sous- traitants.....	8
ARTICLE 11 - AVANCE	8
11.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
11.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
ARTICLE 12 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
12.1 - Prolongation des délais d'exécution des prestations.....	8
12.2 - Demandes ponctuelles	8
12.3 - Matériels confiés éventuellement au Titulaire de chaque lot	8
ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITE PARIS-SACLAY.....	9
13.1 - Locaux confiés au Titulaire de chaque lot	9
13.2 - Fourniture d'énergie et d'eau	9
13.3 - Plan de prévention	9

13.4 - Traitement des informations comportant des données personnelles.....	10
ARTICLE 14 - OBLIGATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE	10
14.1 - Situation juridique et fiscale du Titulaire de chaque lot	10
14.2 - Obligation de reprise du personnel.....	10
14.3 - Obligations générales du Titulaire de chaque lot quant à son personnel.....	11
14.4 - Protection de la main d'œuvre.....	11
14.5 - Exécution des prestations en conformité avec les normes et réglementations applicables	11
14.6 - Sécurité du personnel.....	12
14.7 - Habilitation – certification.....	12
14.8 - Liste nominative du personnel et niveau de qualification	13
14.9 - Travailleurs étrangers.....	13
14.10 - Liberté religieuse dans l'entreprise du Titulaire de chaque lot.....	13
14.11 - Badge nominatif	13
14.12 - Mise à disposition de clefs et/ou badges	13
14.13 - Visites médicales	14
14.14 - Formation - habilitation.....	14
14.15 - Vêtements de travail – Protection	14
14.16 - Comportement	14
14.17 - Clause d'insertion sociale	14
14.18 - Obligation de Confidentialité	15
14.19 - Respect des données à caractère personnel.....	15
14.20 - Informations aux salariés concernant l'informatique, les fichiers et les libertés (Loi du 6 janvier 1978)	15
14.21 - Sous-traitance et/ ou cession	15
14.22 - Evacuation incendie.....	16
14.23 - Clause de coopération.....	16
ARTICLE 15 - VERIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
15.1 - Réunion de suivi	16
15.2 - Pilotage et évaluations des prestations	16
ARTICLE 16 - EVOLUTION DES PRESTATIONS - CLAUSE DE REEXAMEN	16
16.1 - Convention de fonctionnement	16
16.2 - Augmentation et diminution définitives des prestations – Ouverture ou fermeture de sites	17
16.3 - Diminution temporaire des prestations.....	17
16.4 - Cas particulier concernant les moyens humains imposés.....	17
16.5 - Cas particulier concernant les moyens d'encadrement non-œuvrant	17
16.6 - Cas particulier concernant les fournitures sanitaires.....	18
ARTICLE 17 - RAPPORTS HIERARCHIQUES DU PERSONNEL.....	18
ARTICLE 18 - SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL.....	18
ARTICLE 19 - PLAN DE CONTINUITE DES ACTIVITES – PLAN DE SECOURS	18
19.1 - Reste à charge	19
ARTICLE 20 - PLAN DE PROGRES	19
20.1 - Démarche générale et volontaire du Titulaire de chaque lot.....	19

20.2 - Organisation de travail sur sites.....	19
ARTICLE 21 - INGENIERIE SOCIALE.....	19
ARTICLE 22 - RESPONSABILITE ET OBLIGATION D'ASSURANCES.....	20
22.1 - Police d' assurance.....	20
ARTICLE 23 - PENALITES	20
23.1 - Pénalités applicables.....	20
23.2 - Caractère non- libératoire des pénalités	23
ARTICLE 24 - CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	23
ARTICLE 25 - RESILIATION DU MARCHÉ – CAS GENERAL	23
25.1 - Résiliation du fait de l'Université Paris-Saclay	23
25.2 - Décès ou incapacité civile du Titulaire de chaque lot.....	23
25.3 - Résiliation pour incapacité physique ou sur demande du Titulaire de chaque lot.....	24
25.5 - Résiliation en cas de manquements graves et répétés portant sur la qualité des prestations.....	24
25.6 - Entreprises en difficulté	24
ARTICLE 26 - RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE DE CHAQUE LOT SANS MISE EN DEMEURE PREALABLE	24
ARTICLE 27 - RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE APRES MISE EN DEMEURE PREALABLE RESTEE INFRUCTUEUSE	24
ARTICLE 28 - LIQUIDATION DU MARCHE RESILIE	25
ARTICLE 29 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	25
ARTICLE 30 - TOLERANCE	25
ARTICLE 31 - PUBLICITE	25
ARTICLE 32 - REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE	25
DEROGATIONS	27
ARTICLE 34 - REGLEMENT AMIABLE – LITIGES – ATTRIBUTION DE JURIDICTION	27

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le Titulaire de chaque lot assure en fonction des sites, les missions de mise en propreté des locaux et espaces incluant :

- L'entretien de la vitrerie (à la demande),
- La fourniture d'équipements sanitaires et des consommables associés,
- La collecte sélective avant évacuation pour valorisation.

ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION – ALLOTISSEMENT – TYPE DE CONTRAT

2.1 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124 - 2, R. 2124 - 2 1° et R. 2161 - 2 à R. 2161 - 5 du Code de la commande publique.

2.2 - Allotissement

Le Pouvoir Adjudicateur a décidé de lancer la consultation en deux (2) lots séparés essentiellement pour des questions géographiques.

- **Lot N° 1 :**

Nettoyage des locaux sur le Campus d'Orsay, situés sur les communes d'Orsay, de Bures sur Yvette et Gif sur Yvette (91)

- **Lot N° 2 :**

Nettoyage des locaux de l'IUT de Sceaux et de l'UFR de Sceaux situés sur les communes de Sceaux et Fontenay aux Roses (92), ainsi que les locaux de l'IUT de Cachan situés sur la commune de Cachan (94).

Nettoyage des locaux de l'UFR de Médecine, situés sur les communes du Kremlin - Bicêtre, de Villejuif (94) et de Clamart (92)

2.3 - Type de contrat

Il s'agit d'un accord cadre mixte comprenant une partie forfaitaire et une partie à bons de commande. Chaque lot fait l'objet d'un accord - cadre attribué à un seul opérateur économique.

Il est possible que dans le présent document, comme dans l'ensemble de ceux constituant le contrat, les termes « accords-cadres » et « marchés » soient alternativement utilisés. Au cas d'espèce la forme du contrat est bien celle de l'accord-cadre, même si le terme « marché » est abusivement utilisé.

ARTICLE 3 - BATIMENTS ET LOCAUX CONCERNES

Le CCTP et ses annexes décrivent les surfaces à entretenir, détaillées par destination des locaux (Familles) et par niveau d'exigences (Zones)

Le patrimoine immobilier de l'Université Paris-Saclay est susceptible d'évoluer durant l'exécution du marché. Par voie de conséquence, le périmètre géographique du présent marché peut évoluer. Tout ajout ou suppression d'un ou plusieurs sites fera l'objet d'une modification du marché par la voie d'un avenant ou d'un acte de même nature.

ARTICLE 4 - MONTANT DE L'ACCORD-CADRE - PRESTATIONS SIMILAIRES

4.1 - Montant de l'Accord-cadre

Les prestations pour le nettoyage courant s'effectueront sur la base des montants mentionnés à l'Acte d'Engagement.

Les prestations d'entretien ponctuel et exceptionnel s'effectueront par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix unitaires indiqués au niveau de l'annexe concerné de l'Acte d'engagement.

Le montant maximum de l'accord-cadre pour les 2 lots est fixé à l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'Accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes financières
- Le Cahier Des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier Des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- Le CCAG FCS de 2021
- Les documents constitutifs de l'offre retenue
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché
- Les bons de commandes
- Les avenants conclus postérieurement à la notification du marché

ARTICLE 6 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION – RECONDUCTION - NOTIFICATIONS

6.1 - Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de trois ans. La durée du présent accord-cadre court à compter de la date de début d'exécution fixée, par principe, au 1^{er} octobre 2026, date de fin du contrat actuel. Si une autre date devait être retenue elle ferait l'objet d'un ordre de service de démarrage.

6.2 - Reconduction

Pour chacun des lots (N° 1, N° 2), l'accord-cadre pourra être reconduit tacitement pour une nouvelle période d'un an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est donc de quatre (4) ans.

La reconduction sera appliquée d'autant plus naturellement que le Titulaire de chaque lot aura présenté à l'Université Paris-Saclay des optimisations (techniques, organisationnelles et financières) à mettre en œuvre.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6.3 - Forme des notifications

La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique, permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les notifications sont faites à l'adresse courriel du titulaire. Celle-ci sera communiquée par le Titulaire au plus tard lors de la phase d'attribution de l'accord-cadre. Toute modification de cette adresse courriel devra faire l'objet d'une communication écrite préalable : d'une part à l'acheteur et d'autre part aux référents techniques de chaque site. A défaut, la notification sera réputée valablement effectuée.

ARTICLE 7 - PRIX

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées en application des montants figurant dans les décompositions des prix globaux et forfaitaires (DPGFs) pour les prix forfaitaires associés aux prestations régulières et au bordereau des prix unitaires (BPU) pour les prestations ponctuelles et exceptionnelles.

Le cas échéant, le paiement des prestations forfaitaires s'effectue alors au prorata temporis de la date de démarrage des prestations.

7.2 - Contenu des prix

Les prix sont établis conformément au CCA G/ FCS et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (notamment vêtement de travail, formations spécifiques, véhicules nécessaires, petit matériel, logiciels, machines, consommables, etc.), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

7.3 - Modalités de variation des prix à la baisse comme à la hausse

Les prix du présent Marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » (« Mo »). Les prix du Marché sont fermes la première année.

Ils sont ensuite révisibles à la baisse comme à la hausse annuellement, en cas de reconduction, à chaque date d'anniversaire du marché par application aux prix de la formule suivante :

$$Pr = P0 * (It / I0)$$

Dans laquelle :

- **Pr** = Prix révisé
- **P0** = Prix initial du marché
- **It** = Valeur de référence de l'Index Propreté du trimestre de révision de prix (trimestre de la date anniversaire du marché)
- **I0** = Valeur de référence de l'Index Propreté du trimestre de remise de l'offre

La révision s'opère sur la base de la dernière valeur d'index trimestriel publié, même provisoire.

Cet index est publié trimestriellement sur le site en accès libre www.index-proprete.fr

Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. Il est précisé que lorsque la variation des prix est < à 1 % en augmentation ou en diminution, les prix sont réputés inchangés.

Le pourcentage d'augmentation qui résulte de l'application de la formule paramétrique vaut pour l'ensemble des services délivré par le Titulaire de chaque lot (Equipements et fournitures sanitaires, vitrerie, prestations éventuellement sous-traitées, BPU...).

Les prix ainsi révisés sont fermes pour la nouvelle année considérée.

Le Titulaire de chaque lot du Marché s'engage à faire parvenir à l'Université Paris-Saclay, ses nouveaux tarifs avec un préavis d'au moins un mois avant la date prévue pour l'application de cette révision.

A l'appui de la DPGF et du BPU récapitulant les prix révisés, le Titulaire de chaque lot devra fournir le justificatif de l'indice concerné par la formule de révision des prix, et publiés par le site internet précité.

En cas de non - respect des délais de transmission, les tarifs applicables sur la période précédente seront tacitement reconduits jusqu'à transmission des nouveaux tarifs par le Titulaire de chaque lot.

La révision des prix ne pourra être effective qu'avec l'accord de l'Université Paris-Saclay qui devra se prononcer dans un délai maximal de trente jours après réception de la demande.

La révision s'applique sur les commandes émises à compter de la date d'effet de celui-ci. Les bons de commande émis avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix mais en cours d'exécution à cette même date, sont facturés et réglés sur la base des prix antérieurs à l'ajustement.

7.4 - Clause de sauvegarde

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : l'Université Paris-Saclay se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du Marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3% l'an ou que les négociations menées avec le Titulaire de chaque lot pour réduire le pourcentage d'augmentation sont demeurées vaines.

Dans cette hypothèse, la décision de la résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence. Au cours de la période courant de la notification au Titulaire de chaque lot de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, le prix ancien continue d'être pratiqué. Toutefois, l'Université Paris-Saclay ne peut, durant cette même période, maintenir un rythme de commandes supérieur à celui observé sur une période comparable précédente.

7.5 - Application de la théorie de l'imprévision

Les dispositions de la circulaire du 27 mars 2022 relatives à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausses des prix de certaines matières premières seront appliquées.

ARTICLE 8 - GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 9 - SOUS- TRAITANCE

Le titulaire de chaque lot du marché sous-traite les prestations dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à l'article L. 2193-2 du Code de la Commande publique. La sous-traitance totale du Marché est interdite.

En cours de Marché, le Titulaire de chaque lot peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu de l'Université Paris-Saclay, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance que le Titulaire de chaque lot s'engage à remettre (Cf. formulaire ATTRI 2 de déclaration de sous-traitance téléchargeable sur le site du MINEFE : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>).

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement, expose le Titulaire de chaque lot aux mesures prévues à l'article 41 du CCAG FCS-2021).

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG FCS 2021.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG FCS 2021.

Les factures, libellées au nom de l'Université Paris-Saclay, doivent être envoyées tous les mois sous forme dématérialisées par Chorus Pro.

Ci- après les renseignements pour déposer vos factures sur Chorus Pro :

- Raison sociale : Université Paris-Saclay
- N° de SIRET : 130 026 024 00054
- Code service : SFACTURIER
- Numéro de bon de commande transmis par l'Université Paris-Saclay : Attention, l'absence de ce numéro entraîne le rejet systématique de la facture sur chorus Pro.

Les factures doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le numéro du compte bancaire ou postal,
- Le numéro du Marché (communiqué après la notification du marché),
- Le numéro du bon de commande,
- La désignation de l'organisme débiteur,
- La date d'exécution des prestations,
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections et/ ou augmenté du montant d'ingénierie social liés à la participation du Pouvoir Adjudicateur au reclassement de salariés,
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au Marché,
- La date de facturation,
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants),

En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,

En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies en HT,

Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

- Numéro de SIRET du Titulaire de chaque lot,
- Numéro de la TVA Intracommunautaire.

Les demandes de paiement devront faire apparaître distinctement les prestations relatives à chaque partie du Marché (entretien locaux et espaces, vitrerie, fournitures sanitaires...)

Le règlement est effectué sur présentation de facture, après service fait, correspondant à l'exécution des prestations constatées par l'Université Paris-Saclay.

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante :
service.facturier@universite-paris-saclay.fr

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au Titulaire de chaque lot seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG FCS- 2021.

10.5 - Paiement des sous- traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Université Paris-Saclay au Titulaire de chaque lot du Marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire de chaque lot contre récépissé.

Le Titulaire de chaque lot a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'Université Paris-Saclay. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Université Paris-Saclay, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire de chaque lot a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'Université Paris-Saclay adresse sans délai au Titulaire de chaque lot une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous- traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'Université Paris-Saclay de l'accord, total ou partiel, du Titulaire de chaque lot sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire de chaque lot n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le Pouvoir Adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus.

L'Université Paris-Saclay informe le Titulaire de chaque lot des paiements qu'il effectue au sous - traitant. En cas de cotraitance, si le Titulaire de chaque lot qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

ARTICLE 11 - AVANCE

11.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée dans les conditions prévues par le droit de la commande publique.

11.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet

ARTICLE 12 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du Marché, du Cahier Des Clauses Techniques Particulières et ses annexes et du Pilotage du Marché.

Les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du démarrage des prestations.

12.1 - Prolongation des délais d'exécution des prestations

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Pouvoir Adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du GGAG-FCS 2021.

12.2 - Demandes ponctuelles

Pour répondre à des besoins particuliers hors du champ d'application de la partie forfaitaire, l'Université Paris-Saclay par l'intermédiaire de ses représentants dûment identifiés, pourra adresser au Titulaire de chaque lot des commandes complémentaires, par bon de commande, au prix unitaire indiqué dans le bordereau des prix unitaires.

12.3 - Matériels confiés éventuellement au Titulaire de chaque lot

En vue de l'exécution du Marché, des matériels pourront éventuellement être remis par l'Université Paris-Saclay au Titulaire de chaque lot sans transfert de propriété à son profit.

Il appartient lors de la mise au point du Marché entre l'Université Paris-Saclay et le Titulaire de chaque lot de faire état des éventuels matériels confiés ainsi que du fonctionnement associé à ceux-ci (état des lieux, prise en charge, conditions de fonctionnement...).

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITE PARIS-SACLAY

L'Université Paris-Saclay prend toutes les mesures nécessaires pour :

- Informer dès l'origine et d'une manière générale, tous les intervenants concernés de l'existence du présent Marché,
- Informer en temps utile le Titulaire de chaque lot de toute évolution susceptible d'avoir une incidence sur la gestion ou le fonctionnement des installations,
- Fournir au Titulaire de chaque lot tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission,
- Faciliter les déplacements et accès, à l'intérieur de ses locaux, du personnel du Titulaire de chaque lot et/ou de ses sous-traitants préalablement identifiés.

13.1 - Locaux confiés au Titulaire de chaque lot

En vue de l'exécution du Marché, des locaux, sont confiés (à titre gracieux) par l'Université Paris-Saclay en fonction de ses possibilités au Titulaire de chaque lot sans transfert de propriété à son profit. Il s'agit de locaux (vestiaires, groupes sanitaires et douches, bureaux et lieux de stockage) mis à disposition pour la durée d'exécution du Marché, permettant au Titulaire de chaque lot d'assurer les prestations.

Il appartient lors de la mise au point du Marché entre l'Université Paris-Saclay et le Titulaire de chaque lot de faire état des locaux mis à disposition ainsi que du fonctionnement associé à ceux-ci (état des lieux, prise en charge, conditions de fonctionnement...)

Un état des lieux d'entrée sera réalisé au démarrage du Marché.

Un état des lieux sera réalisé à la fin des trois premières années et en cas de reconduction et donc nécessairement à la fin du Marché.

Par convention, si aucun état des lieux n'a été fait et de fait présenté par le Titulaire de chaque lot à l'Université Paris-Saclay, les parties considèrent par défaut que l'ensemble des locaux confié est en bon état.

13.2 - Fourniture d'énergie et d'eau

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dites des prestations sont mises gratuitement à disposition du Titulaire de chaque lot par l'Université Paris-Saclay là où les installations le permettent.

Le Titulaire de chaque lot doit éviter tout éclairage superflu. En particulier, il veille à ce que l'éclairage d'un local soit directement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local, l'éclairage général d'un ensemble de locaux étant proscrit.

Le Titulaire de chaque lot doit également prendre toutes dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

En cas de coupure accidentelle du courant ou d'arrêt d'eau, le Titulaire de chaque lot doit s'assurer de faire effectuer la prestation minimale pour atteindre un niveau de qualité acceptable en relation avec les prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

13.3 - Plan de prévention

L'entreprise utilisatrice se définit comme l'entreprise utilisant les services d'une entreprise extérieure. Dans le cas présent, l'Université Paris-Saclay représente l'entreprise utilisatrice, et le Titulaire de chaque lot du Marché ainsi que ses éventuels sous-traitants représentent les entreprises extérieures.

Dès lors que des entreprises extérieures interviennent dans les locaux de l'Université Paris-Saclay, ce dernier établit un plan de prévention afin d'encadrer les activités. Le plan de prévention est élaboré en application du décret n° 92 - 158 du 20 février 1992.

Pour rappel, au-delà de 400 h de travail par an, toutes entreprises extérieures confondues, la réalisation d'un plan de prévention écrit est obligatoire.

La rédaction du premier plan de prévention doit intervenir avant la date de démarrage effectif des prestations.

L'Université Paris-Saclay se réserve la possibilité de demander aux entreprises de communiquer des documents complémentaires lors des réunions techniques ou visites d'inspection commune en fonction de la nature des prestations réalisées.

Citons par exemple et par site :

- La liste du personnel intervenant ainsi que les coordonnées des responsables du site et instances externe et interne de l'entreprise extérieure intervenante,
- La copie des formations/ habilitations/ autorisations obligatoires et nécessaires pour les travaux,
- La délégation de pouvoir ou de signature le cas échéant,
- Déclaration de sous-traitance (si nécessaire),
- Toutes informations relatives à la description des travaux à effectuer, matériels utilisés et modes opératoires prévus pour le site,
- Liste et copie des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits utilisés pour le site,
- Le document unique d'évaluation des risques professionnels afin d'être en capacité de définir les mesures de sécurité propres à l'activité (Titulaire de chaque lot et sous-traitant éventuel).

13.4 - Traitement des informations comportant des données personnelles

Les informations recueillies lors de la procédure et dans le cadre de l'exécution du Marché font l'objet de traitements informatiques par le responsable de traitement de l'Université Paris-Saclay. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire).

Ces données, ayant pour finalité d'assurer le suivi du présent Marché et de permettre à l'Université Paris-Saclay de s'affranchir de ses obligations légales en matière de durée d'utilité administrative, sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution du marché. Elles sont destinées exclusivement aux membres de l'Université Paris-Saclay directement concernés par la gestion du Marché.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, puis à compter du 25 mai 2018 au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données » ou « RGPD », les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement aux informations qui les concernent. Ils peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données.

ARTICLE 14 - OBLIGATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE

14.1 - Situation juridique et fiscale du Titulaire de chaque lot

Sous peine de résiliation de plein droit du Marché ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, le Titulaire de chaque lot atteste pour lui et ses sous-traitants éventuels :

- Qu'il satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales,
- Que les prestations qu'il exécute sont réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-1, L3243-2, L3243-4, R3243-3, R3243-4 et R3243-5 du Code du travail et qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-2, L8221-3, L8221-5, L8231-1, L8241-1, L8241-2 du Code du travail.
- Qu'il s'engage à remettre à l'Université Paris-Saclay lors de la conclusion du marché, puis tous les six (6) mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents et attestations énumérées par les articles D8222-5, D8254-2, D8254-4 et D8254-5 du Code du travail (s'il est domicilié ou établi en France) ou D8222-7, D8222-8, D8254-3 et D8254-4 du Code du travail (s'il est domicilié ou établi à l'étranger).

A défaut, il s'expose à la résiliation du présent Marché sans indemnité à ses torts exclusifs et à ses frais et risques après mise en demeure notifiée par l'Université Paris-Saclay.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus devront être déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

14.2 - Obligation de reprise du personnel

Conformément à l'article 1224-1 du Code du travail ainsi qu'à l'application des dispositions de l'article 7 de la Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté (N°3173), qui organise les règles de reprise, certains contrats de travail de personnel se poursuivront avec le Titulaire de chaque lot succédant au « titulaire sortant ». Ce dernier a donc obligation de reprendre les salariés qui remplissent les conditions de reprise.

À cet effet et à la demande de l'Université Paris-Saclay, le Titulaire de chaque lot sortant devra communiquer sous 30 jours un tableau exhaustif et détaillé par site de la masse salariale à reprendre au titre du Marché.

Ces informations seront communiquées par l'Université Paris-Saclay lors du renouvellement du Marché, si elle le juge nécessaire. À défaut de réponse dans le délai imparti, le Titulaire de chaque lot sortant subira une pénalité forfaitaire par jour de retard. Tout jour entamé est dû.

A la demande de l'Université Paris-Saclay, le Titulaire de chaque lot doit également transmettre sous 30 jours, les dernières dispositions discutées dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires. Ces informations seront communiquées par l'Université Paris-Saclay lors du renouvellement du Marché, si elle le juge nécessaire. À défaut de réponse dans le délai imparti, le Titulaire de chaque lot subira une pénalité forfaitaire par jour de retard. Tout jour entamé est dû.

1.4.3 - Obligations générales du Titulaire de chaque lot quant à son personnel

Le Titulaire de chaque lot se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur et plus généralement à toutes instructions qui lui seraient données par les responsables concernés de l'Université Paris-Saclay.

Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels, auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

Le Titulaire de chaque lot se conforme notamment :

- Aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- Au décret n°92.158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure,
- Aux règlements édictés par l'Université Paris-Saclay en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité. Ces documents seront transmis au Titulaire de chaque lot lors de l'établissement du plan de prévention.

Le personnel du Titulaire de chaque lot doit faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Les agents du Titulaire de chaque lot n'ont pas accès notamment aux appareils de téléphone, de télécopie, de télex, des machines à photocopier, à reproduire, des ordinateurs ainsi que de tous les consommables de bureaux tels que papiers, cartouches, notamment. Cette disposition ne concerne pas les matériels, équipements et les consommables strictement nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent Marché.

Si l'Université Paris-Saclay constate qu'un agent du Titulaire de chaque lot cause un trouble au sein de ses locaux, ou commet une violation des règles énoncées au présent Marché, l'Université Paris-Saclay se réserve le droit de lui refuser l'accès à ses locaux et espaces. Le Titulaire de chaque lot s'engage alors à remplacer l'agent afin d'assurer l'exécution du Marché dans les conditions initialement prévues, sans que le Titulaire de chaque lot ne puisse engager la responsabilité de l'Université Paris-Saclay à quelque titre que ce soit.

1.4.4 - Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire du Marché s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du Marché. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent également lesdites conventions :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948),
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949),
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930),
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957),
- La convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951),
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958),
- La convention sur l'âge minimum (C138, 1973),
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

L'Université Paris-Saclay est en droit pour l'application de la présente disposition, de demander au Titulaire de chaque lot une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Tout manquement du Titulaire de chaque lot aux stipulations du présent article entraînera la résiliation immédiate du présent Marché sans que le Titulaire de chaque lot puisse réclamer une quelconque indemnité.

1.4.5 - Exécution des prestations en conformité avec les normes et réglementations applicables

L'ensemble des prestations du Marché sera exécuté conformément au Cahier Des Clauses Techniques Particulières et ses annexes, complété, par les engagements du Titulaire de chaque lot contenu dans le cadre de réponse technique remis au sein de son offre et éventuellement ceux mentionnés dans son dossier technique complémentaire.

Dans le cadre de l'obligation de résultats qui lui incombe, le Titulaire de chaque lot s'engage à prendre toutes les dispositions pour assurer les prestations telles que définies dans le Cahier Des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

Le Titulaire de chaque lot confirme que les solutions proposées sont conformes aux normes françaises, aux réglementations et aux arrêtés en vigueur à la date de signature du Marché pour l'ensemble des prestations couvertes par la consultation.

Le Titulaire de chaque lot s'engage à tenir compte également des nouvelles réglementations concernant les prestations qui pourraient être publiés postérieurement aux présents documents, en fonction des règles et délais d'application qui y seraient imposés.

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements dans les différents documents contractuels, ne pourra être pris pour argument d'ignorance par le Titulaire de chaque lot, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de son état.

Le Titulaire de chaque lot est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs, de ses éventuels sous-traitants et de son personnel. Il garantit expressément à l'Université Paris-Saclay de tout recours de ce fait.

Le Titulaire de chaque lot ne peut élever aucune réclamation fondée sur la présence d'autres entreprises dans les locaux, pas plus qu'il ne doit leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres prestations. Le Titulaire de chaque lot s'engage à exécuter l'ensemble des prestations définies au niveau du Cahier Des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

Sa responsabilité est engagée en cas de dommages résultant de la violation des règles afférentes à sa profession. A cet égard, le Titulaire de chaque lot prend seul en charge les éventuels recours qui pourraient être engagés sur ce fondement, sans pouvoir engager la responsabilité de l'Université Paris-Saclay à quelque titre que ce soit.

Les prestations devront être réalisées en tenant compte des Lois, Décrets, Arrêtés, Circulaires, Ordonnances applicables, décrétés, notamment dans les domaines suivants :

- La réglementation du travail,
- Les réglementations et décrets relatives à l'hygiène et la sécurité,
- Les réglementations relatives aux établissements recevant du public,
- Les circulaires relatives aux dispositions liées à la sécurité des personnes,
- Le décret 92-332 du 31 mars 1992 et à l'Arrêté du 21 décembre 1993 relatifs au fonctionnement sans risque d'accident pour les travailleurs,
- L'instruction technique du 3 mars 1975 relative aux parcs de stationnement couverts,
- La réglementation de la protection contre les risques d'incendie, sur les mesures préventives et les secours contre l'incendie,
- La réglementation sur le stockage et l'emploi des liquides inflammables, dangereux, toxiques,
- La réglementation relative à l'enlèvement, le transport, le tri, le stockage et le traitement de déchets d'activités économiques.

Les prestations de mise en propreté des locaux et espaces devront être également conformes à la convention collective nationale des Entreprises de Propreté (N° 3173).

14.6 - Sécurité du personnel

Conformément à l'article L4121-1 du Code du Travail, le Titulaire de chaque lot prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ses salariés. Il respecte toutes les obligations mises à sa charge par les textes législatifs et réglementaires applicables en cette matière. Il ne pourra pas rechercher la responsabilité l'Université Paris-Saclay en cas d'accident survenant à l'un de ses salariés lors de l'exécution des prestations.

En ce qui concerne particulièrement l'entretien de la vitrerie difficile d'accès, le Titulaire de chaque lot et/ou son sous-traitant est/sont soumis au Décret 2004-924 relatif aux travaux en hauteur : Respect des articles R 4323-61 à R 4 323-68 relatifs aux EPI, des articles R 4323-69 à R 4323-80 relatifs à l'utilisation d'échafaudages, des articles R 4323-81 à R 4323-88 relatifs à l'utilisation d'échelles ainsi que les articles R 4323-89 à R 4323-90 relatifs aux techniques sur cordes.

14.7 - Habilitation – certification

L'Université Paris-Saclay impose au Titulaire de chaque lot de disposer dans les effectifs présents sur les sites les personnels qualifiés pourvus des habilitations et certifications idoines nécessaires.

Le Titulaire de chaque lot s'engage à fournir en respectant les délais fixés, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur les sites (conduite des appareils de levage, travail en hauteur...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année.

Des contrôles de sécurité seront réalisés. En cas de non - respect de cette clause élémentaire de sécurité, chaque agent de service du Titulaire de chaque lot incriminé ne sera plus autorisé à pénétrer dans les locaux et espaces gérés par l'Université Paris-Saclay.

Le Titulaire de chaque lot faisant son affaire du déplacement du/des salarié(s) concerné(s). Par ailleurs, une pénalité sera automatiquement émise dans ce cas.

L'Université Paris-Saclay décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire de chaque lot dépourvus d'habilitation.

Le Titulaire de chaque lot s'engage à prendre en compte les évolutions des installations et à former son personnel au regard de ces évolutions pour garantir la continuité du service.

14.8 - Liste nominative du personnel et niveau de qualification

Le Titulaire de chaque lot devra fournir dans le délai fixé, la liste nominative du personnel qui devra être tenue à jour à chaque variation pour l'obtention des autorisations d'accès aux locaux et espaces et dans les conditions prévues également au Cahier Des Clauses Techniques Particulières et annexes.

Cette liste comportera l'identité du personnel intervenant à quelque titre que ce soit dans les opérations faisant l'objet du présent Marché et sera remise à l'Université Paris-Saclay et à tout moment conforme à la réalité des effectifs et devra procéder à une mise à jour permanente des informations.

Cette liste nominative fera apparaître clairement poste par poste, les moyens déployés par le Titulaire de chaque lot (plage horaire, zone d'intervention et qualification).

14.9 - Travailleurs étrangers

Les intervenants étrangers du Titulaire de chaque lot devront se trouver en situation régulière au regard des textes sur l'entrée, le séjour et l'emploi des étrangers en France.

Tout manquement du Titulaire de chaque lot aux stipulations du présent article entraînera la résiliation immédiate du présent Marché sans que le Titulaire de chaque lot puisse réclamer une quelconque indemnité.

Les documents et attestations doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

14.10 - Liberté religieuse dans l'entreprise du Titulaire de chaque lot

L'Université Paris-Saclay rappelle au Titulaire de chaque lot qu'il ne peut pas interdire à ses salariés d'avoir des convictions religieuses. A ce titre, toute sanction, mesure discriminatoire ou licenciement justifié par l'appartenance religieuse des salariés est illégal.

L'Université Paris-Saclay engage le Titulaire de chaque lot à poser certaines limites justifiées par la nature des travaux à accomplir et proportionnées au but recherché.

Une revendication liée à la religion (autorisation d'absence pour fêtes, demande d'aménagement du temps de travail pour les prières...) ne peut pas s'imposer face aux nécessités du bon fonctionnement de l'organisation du Titulaire de chaque lot sur les sites et du résultat attendu par l'Université Paris-Saclay des prestations confiées au Titulaire de chaque lot.

La pratique religieuse du salarié du Titulaire de chaque lot doit être compatible avec ses horaires, le respect des lieux de travail et les tâches qui lui sont confiées.

Le Titulaire de chaque lot peut restreindre le droit d'expression religieuse du salarié pour des raisons d'hygiène sanitaire, de santé ou de sécurité au travail.

C'est le cas, par exemple, en cas d'incompatibilité entre le port d'un signe religieux et d'un équipement obligatoire de protection ou en cas de risques accrus par le port de vêtements ou d'insignes non adaptés.

14.11 - Badge nominatif

Tout salarié du Titulaire de chaque lot quel que soit sa qualification et niveau, intervenant sur les sites devra être Titulaire d'un badge avec photo délivré par le Titulaire de chaque lot dans les conditions d'utilisation de la C.N.I.L.

Le badge devra être apparent et en cours de validité pour les zones concernées par les missions définies dans le Cahier Des Clauses Techniques Particulières et annexes.

Le Titulaire de chaque lot devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'anticiper les délivrances de badge, les renouvellements, etc...

Les conditions d'accès aux sites étant directement liées à la gestion de la sûreté des bâtiments, celles-ci sont susceptibles de modifications.

En cas de modifications, le Titulaire de chaque lot ne pourra élever aucune protestation relative à la mise en place de nouvelles procédures d'accès.

14.12 - Mise à disposition de clefs et/ou badges

Les clés peuvent être mises à disposition du Titulaire de chaque lot par l'Université Paris-Saclay. En cas de perte ou de vol, le Titulaire de chaque lot avisera aussitôt l'Université Paris-Saclay.

L'Université Paris-Saclay facturera toute clé et/ou badge perdue par le Titulaire de chaque lot ainsi que le montant afférent au remplacement des canons des locaux correspondants à des fins de respect des consignes de sécurité.

Le Titulaire de chaque lot devra se conformer strictement aux règles et consignes de sécurité relatives à la fermeture et au verrouillage des portes et accès de chaque site.

En fin de Marché, le Titulaire de chaque lot devra remettre à l'Université Paris-Saclay les clés ou les autres moyens d'accès confiés initialement.

14.13 - Visites médicales

Le Titulaire de chaque lot devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de sa période d'essai.

Il soumettra, d'autre part, tout son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

14.14 - Formation - habilitation

Le Titulaire de chaque lot s'engage à affecter à l'exécution du Marché, du personnel ayant les qualifications requises pour assurer la bonne exécution sans discontinuité des prestations, sans pouvoir opposer à l'Université Paris-Saclay des périodes de congés annuels et/ou estivaux. En cas de remplacement de ce personnel, le Titulaire de chaque lot s'engage à affecter un personnel disposant d'un niveau de compétences au minimum équivalent, afin de ne pas affecter la qualité du service.

Le Titulaire de chaque lot devra évaluer le personnel et présentera à l'Université Paris-Saclay les actions de formation qu'il compte engager afin d'assurer une meilleure qualité.

Si malgré toute l'attention portée par le Titulaire de chaque lot au management des équipes, dans la mise en œuvre de plan de formation individuel ciblé, aucune amélioration qualitative n'est mise en évidence, il devra être envisagé le déplacement du/des agents de service vers d'autres zones de prestations.

14.15 - Vêtements de travail – Protection

Le Titulaire de chaque lot fournit à l'ensemble des agents déployés, des vêtements professionnels adaptés à la taille de chacun et aux missions à réaliser. Ces vêtements en quantité nécessaire et suffisante devront être nettoyés autant que nécessaire et au minimum une fois par semaine pour assurer une excellente présentation et image de marque.

Chaque vêtement professionnel sera identifié au logo du Titulaire de chaque lot.

Le Titulaire de chaque lot dotera également les agents de chaussures adaptés en fonction des travaux réalisés.

D'une manière générale, tous les agents du Titulaire de chaque lot intervenant dans les locaux, y compris le personnel d'encadrement présent en permanence, devront porter une tenue et un insigne spécifique de leur entreprise.

14.16 - Comportement

Le personnel du Titulaire de chaque lot doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers. En cas de manquement aux règles élémentaires de bienséance ou de non-respect des consignes de sécurité, le remplacement du ou des agents incriminés est demandé par les responsables désignés de l'Université Paris-Saclay sans que le Titulaire de chaque lot ne puisse contester.

Le personnel du Titulaire de chaque lot ne peut tenir de réunions dans l'enceinte des sites de l'Université Paris-Saclay sans information et autorisation préalable des responsables désignés de l'Université Paris-Saclay.

De plus, il est strictement interdit au personnel de porter un kit oreillette pour téléphoner ou d'écouter de la musique (avec ou sans écouteurs) lors de la réalisation de sa prestation en présence des agents de l'Université Paris-Saclay et/ou des étudiants.

L'Université Paris-Saclay se réserve la possibilité de demander au Titulaire de chaque lot le remplacement du personnel d'intervention habituel sur les sites, s'il estime que celui-ci ne s'adapte pas aux contraintes particulières des sites et sans amélioration de son comportement après 2 relances écrites signifiées au Titulaire de chaque lot par simple courriel.

14.17 - Clause d'insertion sociale

L'Université Paris Saclay dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L 2112-4 du Code de la Commande publique du 1 avril 2019 en incluant dans la demande exprimée une clause sociale d'insertion obligatoire qui permet l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause est applicable et les modalités de sa mise en œuvre sont détaillées au niveau du CCTP.

En cas de non-réalisation, le Titulaire se verra pénalisé dans les conditions prévues à l'article 23 suivant.

14.18 - Obligation de Confidentialité

Le Titulaire de chaque lot qui avant la signature du Marché et/ou au cours de son exécution a reçu communication de renseignements et/ou documents de toute nature, en relation avec l'objet du Marché, sous quelque forme que ce soit, y compris orale, et sur tout type de support est tenu de les maintenir strictement confidentiels.

Il en est de même de toute information de même nature parvenue à la connaissance du Titulaire de chaque lot.

En conséquence, le Titulaire de chaque lot s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément qui lui est transmis soit protégé et maintenu strictement confidentiel et ne soit communiqué qu'aux seules personnes ayant à en connaître dans le cadre du marché.

Le Titulaire de chaque lot s'engage par ailleurs à ce que de tels éléments ne soient pas utilisés, totalement ou partiellement, dans un but autre que celui défini par le marché ou ne soient pas reproduits, totalement ou partiellement, même à usage strictement interne sur quelque support que ce soit, sans l'autorisation préalable écrite de l'Université Paris-Saclay.

L'obligation de confidentialité perdurera pendant toute la durée du marché et au-delà pendant une période de 10 ans.

A défaut, le Titulaire de chaque lot s'expose à la résiliation du présent Marché sans indemnité à ses torts exclusifs et à ses frais et risques après mise en demeure notifiée par l'Université Paris-Saclay.

Cette obligation ne s'applique pas aux éléments qui sont du domaine public ou qui, à la date de leur communication, sont en la possession légitime du Titulaire de chaque lot sous réserve qu'il soit en mesure d'apporter la preuve que ces éléments aient, de bonne foi, été acquis ou soient le résultat de développements internes entrepris par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces éléments confidentiels.

14.19 - Respect des données à caractère personnel

Les supports d'informations fournis par l'Université Paris-Saclay, et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le Titulaire de chaque lot restent la propriété de l'Université Paris-Saclay.

Les données à caractère personnel contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226 - 13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire de chaque lot s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire de chaque lot s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales (hors les cas de sous-traitance dans les conditions prévues ci-après) ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers en cours d'exécution du marché ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du marché ; et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers stockant les informations saisies ; ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au marché.

14.20 - Informations aux salariés concernant l'informatique, les fichiers et les libertés (Loi du 6 janvier 1978)

Le Titulaire de chaque lot du Marché s'engage à informer ses personnels et ceux de ses sous-traitants que l'Université Paris-Saclay est susceptible de collecter et traiter dans ses systèmes informatiques des données à caractère personnel les concernant, dans le cadre de la gestion de ses dossiers. Ces traitements sont limités au seul usage de l'Université Paris-Saclay et leurs fichiers ne sont communiqués à aucun tiers non autorisé.

14.21 - Sous-traitance et/ ou cession

Le Titulaire de chaque lot ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession du Marché sans l'accord écrit et préalable de l'Université Paris-Saclay et sous réserve que toutes les formalités prévues à la loi du 6 janvier 1978 aient été accomplies.

Les données confiées au Titulaire de chaque lot par l'Université Paris-Saclay ne doivent pas être transférées hors de l'Union Européenne, sans que l'Université Paris-Saclay en soit préalablement informée et sous réserve que toutes les formalités prévues à la loi du 6 janvier 1978 aient été accomplies.

L'Université Paris-Saclay se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire de chaque lot et ses éventuels sous-traitants.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire de chaque lot peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Tout recours à la sous-traitance occulte (non déclarée et/ou non autorisée au préalable) expose le Titulaire de chaque lot à la résiliation du Marché.

14.22 - Evacuation incendie

Le Titulaire de chaque lot devra veiller à ce que tous ses agents respectent les consignes de sécurité, notamment lors des évacuations où ils doivent impérativement sortir des bâtiments sans repasser à leur vestiaire pour rejoindre le point de rassemblement le plus proche.

Le Titulaire de chaque lot devra s'assurer que son personnel a connaissance des consignes d'évacuation et des points de rassemblement qui lui auront été préalablement communiqués dans le plan de prévention.

14.23 - Clause de coopération

En cas de résiliation anticipée ou de non-reconduction au terme de la période notifiée au Marché, le Titulaire de chaque lot se devra d'apporter l'assistance nécessaire à la société retenue par l'Université Paris-Saclay pour permettre la continuité de la prestation. A ce titre, le Titulaire de chaque lot s'engage, notamment à mettre en œuvre les moyens organisationnels, techniques, juridiques et humains pour permettre à l'Université Paris-Saclay ou tout autre prestataire de reprendre l'exploitation des prestations dans leur dernier état et à fournir toute information en sa possession concernant les prestations.

Par ailleurs, le Titulaire de chaque lot sortant s'engage à transmettre à l'Université Paris-Saclay, l'ensemble des éléments de reprise des personnels associés au Marché en relation avec les dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté (N° 3173).

L'intégralité des protocoles signés devra être également transmise ainsi que les éventuelles demandes qui n'auraient pas encore faits l'objet d'une validation.

En cas de changement de prestataire, l'Université Paris-Saclay communiquera au Titulaire de chaque lot, entreprise sortante, les coordonnées de l'entreprise entrante afin que le transfert puisse intervenir dans les meilleures conditions et dans les meilleurs délais, ou dans tous les cas avant la date effective du début du nouveau marché.

ARTICLE 15 - VERIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

15.1 - Réunion de suivi

Des réunions entre l'Université Paris-Saclay et le Titulaire de chaque lot seront mises en place selon les modalités stipulées au niveau du Pilotage du Marché.

Le Titulaire de chaque lot présentera un rapport d'activités détaillé et aura en charge la rédaction des comptes-rendus des réunions.

15.2 - Pilotage et évaluations des prestations

Les vérifications qualitatives seront effectuées par l'Université Paris-Saclay et/ou toute société mandatée par l'Université Paris-Saclay pour réaliser des évaluations des prestations conformément aux dispositions présentées pour le Pilotage du Marché.

Le Titulaire de chaque lot s'engage à organiser, des contrôles réguliers et inopinés de ses équipes sur les sites, permettant ainsi de contrôler le respect des méthodes de travail, de la réalisation des prestations, des horaires et du respect des consignes. De son côté, l'Université Paris-Saclay se donne le droit de vérifier que les personnes en poste remplissent correctement leurs missions.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie et/ou un dysfonctionnement, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies.

ARTICLE 16 - EVOLUTION DES PRESTATIONS - CLAUSE DE REEXAMEN

16.1 - Convention de fonctionnement

Par convention de fonctionnement, il ne sera pas apporté de modification au Marché en cas d'ajouts ou suppressions de prestations dans une limite de 2 % du montant forfaitaire global (toutes prestations confondues).

En cas de modification du périmètre de prestation à réaliser entraînant une augmentation ou une diminution supérieure à 2 % du montant forfaitaire global (toutes prestations confondues), cette augmentation ou diminution sera prise en compte et un avenant sera réalisé.

Charge au Titulaire de chaque lot de tenir à jour précisément et en détail toutes les composantes liées à de possibles variations de périmètre en rapport avec les plus ou moins 2 % évoqués ci-avant.

Ces éléments seront transmis systématiquement à l'Université Paris-Saclay à l'occasion des réunions organisées régulièrement dans le cadre du suivi du marché.

Ce fonctionnement est à envisager par année contractuelle.

1.6.2 - Augmentation et diminution définitives des prestations – Ouverture ou fermeture de sites

Dans l'hypothèse où l'Université Paris-Saclay demanderait au Titulaire de chaque lot d'ajouter ou de supprimer au périmètre du Marché des prestations (ou des sites) de façon définitive, ce dernier ne saurait y déroger et les modifications correspondantes seront formalisées par un avenant sur la base des tarifs fixés au marché.

A prestations équivalentes, le coût forfaitaire attaché à un nouveau site est fonction de la moyenne des tarifs détaillés par « famille de locaux » qui résultent des DPGFs éventuellement réévaluées en application de la formule paramétrique. Chaque nouveau site serait naturellement rattaché au lot qui lui est le plus proche géographiquement.

Ces modifications ne pourront en aucun cas entraîner d'indemnités dues par l'Université Paris-Saclay au Titulaire de chaque lot.

1.6.3 - Diminution temporaire des prestations

Dans l'hypothèse où l'Université Paris-Saclay demanderait au Titulaire de chaque lot de suspendre de manière temporaire du Marché, des prestations, ce dernier ne saurait y déroger.

Charge à l'Université Paris-Saclay de prévenir le plus tôt possible le Titulaire de chaque lot afin qu'il puisse s'organiser en conséquence.

Les modifications correspondantes seront formalisées par un avenant en minoration sur la base des tarifs en vigueur du Marché. A date de réouverture des espaces et/ou sites neutralisés, un nouvel avenant en majoration sera établi sur la base des tarifs du Marché.

Pour des questions de lourdeurs administratives, il est convenu que la mise en œuvre de cet article concernera les cas de neutralisation d'espaces dont la durée est supérieure à 2 mois consécutifs et dont les montants mensuels attachés à la réalisation des entretiens sont significatifs. Dans ce cas, il sera demandé au Titulaire de chaque lot de déplacer les ressources vers d'autres secteurs ou d'autres sites. Les parties se réuniront pour établir les modalités de fonctionnement dans le respect des droits des salariés.

Ces modifications ne pourront en aucun cas entraîner d'indemnités dues par l'Université Paris-Saclay au Titulaire de chaque lot.

1.6.4 - Cas particulier concernant les moyens humains imposés

Pour assurer un service de qualité, le Cahier Des Clauses Techniques Particulières et ses annexes prévoient, au niveau du Lot N° 1, le déploiement d'une « Régie Propreté & Services ».

Le dimensionnement de ce service a été fixé en fonction de la charge de travail estimée. L'Université Paris-Saclay se réserve le droit de réduire ou augmenter cette volumétrie en fonction de ses nouveaux besoins.

Le coût de ces prestations sera réévalué en fonction des nouvelles dispositions et un avenant sera signé entre l'Université Paris-Saclay et le Titulaire du Lot N° 1.

1.6.5 - Cas particulier concernant les moyens d'encadrement non-œuvrant

Dans le cadre de la réalisation de son offre, le Titulaire aura pu déclarer au niveau des organisations de travail la mise en place d'encadrement non-œuvrant présent sur un site déterminé et/ou présent sur l'ensemble du lot.

Ces volumétries horaires ont été examinées dans le cadre de l'analyse des offres. En conséquence, l'Université Paris-Saclay impose au Titulaire de les mettre en place.

Si lors des contrôles réalisés, la qualité des prestations n'est finalement pas impactée par la non-présence et/ou le non-respect de la volumétrie globale proposée par le Titulaire dans l'offre, l'Université pourra réduire celle-ci et rectifier le montant en

conséquence.

16.6 - Cas particulier concernant les fournitures sanitaires

A date de réalisation de la consultation, les quantitatifs d'appareils sanitaires ainsi que les quantitatifs de consommables associés ne sont pas connus.

Le Titulaire de chaque lot a présenté dans son offre au niveau des BPU de chaque lot, les coûts unitaires de chaque matériel et consommable.

En vue de la notification, il sera fait application des directives de l'article R.2152-13 du Code des Marchés Publics pour réaliser une mise au point visant à appréhender un montant forfaitaire déterminer à priori (intégrant les quantités appareils et consommables).

A l'issue d'une période d'exploitation de 12 mois et après étude des éléments dûment constatés (état des consommations mensuelles et copies des factures fournisseurs) pouvant remettre en cause le montant forfaitaire de la prestation, un avenant en plus ou en moins-value pourra être établi. Une fois ce montant validé, il sera répercuté pour la nouvelle année.

ARTICLE 17 - RAPPORTS HIERARCHIQUES DU PERSONNEL

Les personnels du Titulaire de chaque lot sont sous la responsabilité entière et exclusive de ce dernier qui est seul habilité à lui donner des instructions. Ils exécutent les prestations sous l'autorité d'un agent d'encadrement du Titulaire de chaque lot qui est l'unique correspondant de l'Université Paris-Saclay pour l'exécution du présent Marché.

Aucun lien de subordination ne peut exister entre le personnel affecté par le Titulaire de chaque lot et l'Université Paris-Saclay dans le cadre du présent Marché. Le Titulaire de chaque lot continue d'assurer la gestion administrative et comptable de son personnel lorsque la législation du travail lui en fait obligation (congés, formation, etc.).

Pendant toute la durée du Marché, l'Université Paris-Saclay s'interdit, et cela quelle qu'en soit la cause, d'employer directement les services des salariés du Titulaire de chaque lot.

ARTICLE 18 - SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL

En cas d'annonce de grève, le Titulaire de chaque lot doit informer l'Université Paris-Saclay aussi rapidement que possible, et avant le début de la grève, sur les mesures prises par lui à ses frais et risques pour assurer le respect de ses obligations contractuelles.

En cas de grève et/ou conflit social du personnel du Titulaire de chaque lot, celui-ci devra garantir la continuité opérationnelle du service à ses frais exclusifs.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés du Titulaire de chaque lot, ce dernier sera tenu d'exécuter obligatoirement les prestations objet du présent Marché. La grève du personnel du Titulaire de chaque lot ne peut en aucun cas constituer un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du Titulaire de chaque lot par l'Université Paris-Saclay.

Il est expressément demandé au Titulaire de chaque lot :

- D'anticiper la gestion de crise en évaluant en permanence les risques de conflit social,
- De mettre en œuvre le cas échéant des méthodes et moyens de négociation,
- De définir les modalités d'un plan de continuation des activités : avant conflit, en communiquant en temps réel à l'Université Paris-Saclay des informations sur le futur conflit et son ampleur ; pendant le conflit, en mettant en œuvre une organisation opérationnelle pour assurer la continuité du service et en poursuivant les négociations ; après conflit, en établissant un rapport de fin de crise qui sera transmis à l'Université Paris-Saclay.

La grève n'exonère pas le Titulaire de chaque lot de ses obligations contractuelles, il lui appartient de trouver des solutions palliatives pour se conformer à la bonne exécution du Marché. Tout manquement fera l'objet d'une mise en demeure et pourra constituer un cas de résiliation du Marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 19 - PLAN DE CONTINUITE DES ACTIVITES – PLAN DE SECOURS

Différentes causes peuvent être à l'initiative du déclenchement du PCA. Citons par exemple, un incendie, une catastrophe naturelle, un mouvement social, une pandémie...

Dans tous les cas, l'Université Paris-Saclay, souhaite voir très clairement détaillé les scénariis prévus par le Titulaire de chaque

lot :

- Détail du mode dégradé et donc localisation des zones et prestations prioritairement traitées,
- Moyens mis en œuvre sur sites,
- Ressources disponibles hors sites,
- Organes de direction mobilisés pour répondre aux demandes,
- Liste des sanctions qui seront appliquées en cas de non-respect des dispositions prévues,
- Délai pour le recrutement de salariés tiers

Le plan de continuité des activités établi par le Titulaire de chaque lot devra être soumis à la validation de l'Université Paris-Saclay dès la prise d'effet du présent Marché.

A défaut d'application du Plan de Continuité des Activités par le Titulaire de chaque lot, l'Université Paris-Saclay se réserve le droit de recourir aux moyens de son choix pour garantir la continuité opérationnelle des prestations de mise en propreté et de gestion des déchets.

Un abattement sur facture sera dès lors appliqué au Titulaire de chaque lot, d'un montant correspondant aux frais engagés par l'Université Paris-Saclay pour garantir la continuité du service.

19.1 - Reste à charge

Dans le cas où les autorités de l'état imposeraient l'arrêt des prestations (catastrophes naturelles ou pandémies), avec mise en place de dispositifs spécifiques liés au chômage partiel des salariés du Titulaire de chaque lot, ce dernier pourra présenter à l'Université Paris-Saclay une « facture reste à charge ».

Outre les ressources éventuellement maintenues sur sites, la facturation prendra en compte exclusivement les charges fixes identifiées ci-dessous :

- Les congés payés des salariés mis en chômage partiel,
- La quote-part du treizième mois pour les salariés concernés,
- Les amortissements relatifs aux matériels et équipements dûment identifiés dans l'offre du Titulaire de chaque lot,
- Les frais de structure du Titulaire de chaque lot équivalent à une marge brute de 5 %.

ARTICLE 20 - PLAN DE PROGRES

20.1 - Démarche générale et volontaire du Titulaire de chaque lot

Durant toute la durée du Marché, l'Université Paris-Saclay souhaite établir avec le Titulaire de chaque lot une relation de partenariat et inscrire ainsi le service propreté dans une démarche de progrès caractérisée par :

- L'adaptation permanente à un environnement en perpétuel mouvement,
- L'innovation en matière de matériels et méthodologies de nettoyage,
- La rationalisation en optimisant sans cesse moyens et organisation.

Pour atteindre ces objectifs, l'Université Paris-Saclay engage le titulaire de chaque lot à transmettre ses réflexions argumentées et chiffrées régulièrement.

Devront ainsi être évoqués les sujets liés d'une part aux horaires d'intervention du personnel assurant le service de propreté (passage progressif, dans la mesure du possible, à des horaires dits « de bureau ») mais également les pistes d'optimisation (économiques et écologiques) liés à la gestion des déchets collectés au titre de la prestation objet du marché de propreté.

20.2 - Organisation de travail sur sites

Dans l'hypothèse où, au démarrage des prestations, les organisations reprises au titre de l'application de l'article 7 de la Convention Nationale des Entreprises de Propreté et Services Associés seraient différentes de celles proposées dans son offre, le Titulaire de chaque lot s'engage à mener l'intégralité des actions qu'il juge nécessaire afin de fournir à l'Université Paris-Saclay des organisations similaires à celles proposées dans son offre et cela dans le respect strict des droits des salariés.

Le Titulaire de chaque lot s'engage à mener ses actions dans les 6 mois qui suivent le démarrage du Marché.

ARTICLE 21 - INGENIERIE SOCIALE

Les entreprises de propreté sont libres de mener les politiques sociales et salariales qu'elles considèrent les plus appropriées dès lors qu'elles appliquent les dispositions légales et conventionnelles. L'Université Paris-Saclay soucieuse de n'opérer aucune ingérence dans la gestion de ses fournisseurs n'est donc pas au fait des avancées sociales éventuellement obtenues par les salariés des entreprises de propreté (protocoles inclus).

En conséquence, les informations nécessaires à la prise en compte de ces éléments sont celles qui auront été remises en son nom par l'entreprise de propreté « sortante ». La responsabilité de l'Université Paris-Saclay ne saurait être mise en cause en cas de transfert d'éléments erronés et/ou incomplets (cf. article 7 de la Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté et Services Associés).

ARTICLE 22 - RESPONSABILITE ET OBLIGATION D'ASSURANCES

Le Titulaire de chaque lot est responsable des dommages de toute nature, corporels, matériels ou immatériels, directs ou indirects qui peuvent atteindre son personnel, les employés de ses éventuelles sous-traitants, ses biens, l'Université Paris-Saclay, son personnel ou tout tiers du fait de l'exécution du marché, quels que soient la cause et le lieu de survenance de ces dommages.

Le Titulaire de chaque lot garde définitivement à sa charge la responsabilité ainsi édictée à son encontre et renonce à tout recours contre l'Université Paris-Saclay et son personnel. Il s'engage, en outre, à les garantir des conséquences des réclamations ou actions dont ils peuvent, de ce fait, faire l'objet.

Le Titulaire de chaque lot doit signaler dans les meilleurs délais à l'Université Paris-Saclay toute dégradation des locaux, des installations ou matériels de l'Université Paris-Saclay éventuellement mis à sa disposition ou sur lesquels il intervient (ou ses sous- traitants éventuels) pour les besoins de l'exécution du marché. Il doit en outre prendre à sa charge les frais de réfection et/ou de remise en état, à moins qu'il ne démontre que la dégradation ne provient pas de son fait.

L'Université Paris-Saclay précise également au Titulaire de chaque lot qu'il est responsable de tout dommage engendré lors de l'acheminement, la livraison et la dépose des stocks de matériels et de produits nécessaires à ses prestations.

Dans ce cadre, le Titulaire de chaque lot devra respecter les règles de sécurité et de prévention des pollutions découlant de ses activités et sera réputé seul responsable de tout dommages et atteintes à l'environnement causés à l'occasion de ses prestations.

Il répondra notamment des dommages de toute nature, causés par les produits qu'il sera amené à utiliser pour effectuer ses prestations.

22.1 - Police d'assurance

Le Titulaire de chaque lot a l'obligation de contracter une police d'assurance contre les risques mis à sa charge. Dans le cas contraire le Marché sera résilié aux torts du Titulaire de chaque lot sans mise en demeure préalable.

Les garanties doivent être suffisantes. Cette police doit comporter une clause par laquelle l'assureur :

- Renonce, de son côté, à tout recours contre l'Université Paris-Saclay et ses personnels,
- S'engage à notifier à l'avance à l'Université Paris-Saclay toute suspension des garanties ou résiliation de la police, notamment pour défaut de paiement des primes.

Avant la signature du marché, le Titulaire de chaque lot remet à l'Université Paris-Saclay, une attestation établie par son assureur précisant, outre l'ensemble des exigences et informations prévues ci avant, les cas d'exclusion de garantie et le montant des franchises.

A chaque date anniversaire de signature du marché, l'attestation susvisée doit être également communiquée à l'Université Paris-Saclay par le Titulaire de chaque lot.

Si l'Université Paris-Saclay estime que les garanties ne sont pas conformes à ses attentes, elle met en demeure le Titulaire de chaque lot d'en obtenir le réajustement.

L'Université Paris-Saclay peut en outre demander au Titulaire de chaque lot copie intégrale de la police d'assurance avec ses conditions particulières et ses avenants éventuels.

L'absence de couverture d'un dommage par la police d'assurance n'exonère le Titulaire de chaque lot d'aucune responsabilité.

ARTICLE 23 - PENALITES

23.1 - Pénalités applicables

Le Titulaire de chaque lot est tenu de respecter scrupuleusement les prescriptions qui lui sont demandées pour l'exécution des prestations. En cas de non - respect de l'une des prescriptions, le Titulaire de chaque lot pourra se voir appliquer les pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

Type de pénalités	Unités	Montant forfaitaire en Euros HT
Organisation et planification		
Retard d'un agent « Régie Propreté & Services » ou « Régie Week End » lors de sa prise de poste	Par tranche de 1/2 heure	50 €
Absence d'un agent « Régie Propreté & Services » ou « Régie Week End »	Par manquement constaté	500 €
Absence d'un agent d'encadrement non-cœuvrant sur site	Par manquement constaté	500 €
Retard de production des documents demandés dans le cadre du Marché (fiches de postes, liste du personnel, FDS, habilitation, plan de formation ...)	Par document et par jour	50 €
Non mise à jour des documents demandés dans le cadre du Marché (fiches de postes, liste du personnel...)	Par document et par jour	50 €
Non mise en place d'un cahier de liaison sur sites et/ ou non - consultation	Par constat	50 €
Non mise en œuvre de la clause d'insertion sociale au niveau du Lot N° 1 et/ou implication jugée insuffisante	Forfait suite à rappel à l'ordre non suivi d'effet	1000 €/mois
Non mise en œuvre de la clause de coopération et/ou implication jugée insuffisante	Forfait suite à rappel à l'ordre non suivi d'effet	1500 €
Niveau qualitatif attendu		
Non- atteinte du seuil de qualité attendu	Par contrôle qualité réalisé	Modalités détaillées Pilotage du Marché
Absence d'action corrective ou d'action corrective pertinente, tracée, suite à la non-atteinte de la qualité attendue lors d'un contrôle	Par manquement constaté	100 €
Inexécution totale ou partielle de prestations à bon de commande	Par constat	150 % du montant du devis
Rupture en consommables sanitaires	Par constat par type et par jour	20 €
Suivi des prestations		
Absence non justifiée du représentant du Titulaire de chaque lot aux réunions périodiques	Par constat	150 €
Absence non justifiée du représentant du Titulaire de chaque lot aux contrôles contradictoires	Par constat	100 €

Type de pénalités	Unités	Montant forfaitaire en Euros HT
Impossibilité de joindre le représentant encadrant non-œuvrant du Titulaire de chaque lot durant les heures de présence sur le Marché	Par constat	100 €
Impossibilité de joindre la « Régie Propreté & Services » du Titulaire de chaque lot durant les heures de présence sur site concerné	Par constat	100 €
Retard supérieur à 15 minutes d'un agent « Régie Propreté & Services » à un RDV fixé lors de sa présence sur site.	Par constat	50 €
Attitude et sécurité		
Perte d'un simple moyen d'accès confié (hors pass)	Par unité	50 €
Perte d'un « pass »	Par unité (incluant le changement éventuel des serrures)	Sur devis
Présence sur site d'un agent ne figurant pas sur la dernière liste des personnels	Lors d'un contrôle ou constat	150 €
Comportement non adéquat du personnel (discourtois, incorrect...)	Lors d'un contrôle ou constat	300 €
Manquement aux règles de sécurité et sûreté	Lors d'un contrôle ou constat	1000 €
Manquement aux règles d'habilitation et certification	Lors d'un contrôle ou constat	1000 €
Faute lourde et avérée d'un agent du Titulaire de chaque lot	Par constat	2500 €
Matériel, produits et tenues		
Tenue vestimentaire incomplète, inadaptée, non repassée et/ou sale	Par agent/par constat	50 €
Absence de badge nominatif	Par agent/par constat	50 €
Absence de tenue vestimentaire professionnelle ou d'EPI	Par agent/par constat	100 €
Absence de petit matériel mis à disposition par le Titulaire de chaque lot	Par matériel par jour supplémentaire au-delà du délai	50 €
Non remplacement de petit matériel en cas de besoin	Par matériel par jour	20 €
Absence de gros matériel mécanique mis à disposition par le Titulaire de chaque lot	Par matériel par jour supplémentaire au-delà du délai	250 €
Non remplacement de gros matériel mécanique en cas de besoin	Par matériel par jour	250 €
Absence d'équipement sanitaire mis à disposition par le Titulaire de chaque lot	Par matériel par jour supplémentaire au-delà du délai	20 €
Présence d'un produit ne figurant pas dans la liste et/ou sans FDS	Par produit/par constat	100 €

Non étiquetage normalisé d'un produit	Par produit/par constat	100 €
Non remplacement d'équipement sanitaire en cas de besoin	Par matériel par jour	20 €
Plan de prévention et réglementations		
Non- respect d'un élément constituant le plan de prévention et/ou le règlement intérieur	Par infraction	1000 €
Non-respect d'un élément constituant le plan de prévention et/ou le règlement intérieur avec mise en danger de la vie d'un salarié ou d'autrui	Par infraction	3000 €
Retard de production des documents demandés dans le cadre du plan de prévention	Par document et par jour	50 €
Retard de production de l'attestation d'assurance	Par jour	1/1000 ^{ème} de l'annuel du marché

Par dérogation aux dispositions fixées à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

23.2 - Caractère non- libératoire des pénalités

Les pénalités prévues par le présent Marché ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire de chaque lot reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

ARTICLE 24 - CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le Titulaire de chaque lot est tenu de notifier à l'Université Paris-Saclay, les modifications survenant au cours de l'exécution du Marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- A la forme de l'entreprise,
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale,
- A son capital social,
- Et en général toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que le l'Université Paris-Saclay ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison avec les indications portées au présent Marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université Paris-Saclay n'aurait pas eu connaissance.

Cette clause étant une condition expresse, toute inobservation (hors changement d'intitulé de compte bancaire) pourra entraîner la résiliation immédiate du Marché sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

ARTICLE 25 - RESILIATION DU MARCHÉ – CAS GENERAL

25.1 - Résiliation du fait de l'Université Paris-Saclay

L'Université Paris-Saclay peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du Marché avant leur achèvement, par une décision de résiliation du marché fixant sa date d'effet. Du fait de cette décision unilatérale, le Titulaire de chaque lot peut prétendre à indemnité.

Sauf stipulation d'une clause de dédit, l'Université Paris-Saclay évalue le préjudice éventuellement subi par le Titulaire de chaque lot et fixe, s'il y a lieu, l'indemnité à lui attribuer. Le montant de celle-ci est notifié au Titulaire de chaque lot qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles. L'Université Paris-Saclay dispose alors d'un délai d'un mois pour les examiner et lui faire part de la suite donnée.

25.2 - Décès ou incapacité civile du Titulaire de chaque lot

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire de chaque lot, la résiliation du marché est acquise à la date du décès ou de l'incapacité civile, à moins que l'Université Paris-Saclay n'en accepte la continuation par les ayants droit, le tuteur ou le curateur.

La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire de chaque lot ou ses ayants droit à aucune indemnité.

25.3 - Résiliation pour incapacité physique ou sur demande du Titulaire de chaque lot

Le Marché peut être résilié sans que le Titulaire de chaque lot puisse prétendre à indemnité :

- En cas d'incapacité physique manifeste et durable du Titulaire de chaque lot compromettant la bonne exécution du marché,
- Sur demande du Titulaire de chaque lot, en cas d'événement ne provenant pas de son fait et rendant absolument impossible l'exécution du marché.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

25.5 - Résiliation en cas de manquements graves et répétés portant sur la qualité des prestations

En cas de manquements graves et répétés portant sur la qualité des prestations, l'Université Paris-Saclay peut par une décision de résiliation unilatérale mettre fin à l'exécution du Marché avant l'achèvement de celui-ci.

Ainsi, le Marché pourra être résilié de plein droit en cas de non atteinte du seuil de qualité (tous sites confondus) sur une période de 3 mois glissant (calcul du seuil à atteindre définit au niveau du Pilotage du Marché).

Le Titulaire de chaque lot devra au préalable être mis en demeure par l'Université Paris-Saclay de présenter ses observations dans un délai de 15 jours ouvrés.

25.6 - Entreprises en difficulté

Le Titulaire de chaque lot bénéficiant d'une procédure de conciliation ou de sauvegarde ou soumis à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire est dans l'obligation d'en avertir sans délai l'Université Paris-Saclay et de tenir informée des suites données.

La même obligation d'information pèse sur le Titulaire de chaque lot en cas de cessation des paiements ou de nomination d'un mandataire ad hoc.

La résiliation du marché, assortie éventuellement de dommages et intérêts au profit de l'Université Paris-Saclay, peut intervenir dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les mesures conservatoires ou de sécurité nécessaires peuvent être prises d'office par l'Université Paris-Saclay. Le montant des dépenses ainsi exposées reste à la charge du Titulaire de chaque lot et peut être retenu d'office sur les règlements restant à effectuer en exécution du marché.

ARTICLE 26 - RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE DE CHAQUE LOT SANS MISE EN DEMEURE PREALABLE

Sans préjudice de l'indemnisation de l'Université Paris-Saclay, celle-ci peut résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable :

- Non-respect de l'article 13.4 relatif à la protection de la main d'œuvre,
- Non-respect de l'article 13.9 relatif à l'emploi de travailleurs étrangers,
- Non contractualisation d'une assurance contre les risques mis à la charge du Titulaire de chaque lot (article 21)
- Non communication de changement affectant le Titulaire de chaque lot en relation avec les dispositions de l'article 24,
- Lorsque le Titulaire de chaque lot déclare, indépendamment des cas prévus aux articles 24.2 et 24.3, n'être pas en mesure d'exécuter la prestation demandée,
- Lorsque le Titulaire de chaque lot s'est livré à une pratique frauduleuse pour l'obtention du marché ou au cours de l'exécution de celui-ci.

La décision de résiliation dans les cas prévus ci-dessus ne peut intervenir qu'après que le Titulaire de chaque lot a été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision ou à défaut à la date de notification de cette décision.

ARTICLE 27 - RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE APRES MISE EN DEMEURE PREALABLE RESTEE INFRUCTUEUSE

Sans préjudice de l'indemnisation de l'Université Paris-Saclay, celle-ci peut résilier le Marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse dans les cas suivants :

- Non déclaration de sous-traitance (article 9),
- Non-respect de l'article 1.1 relatif à la situation juridique et fiscale du Titulaire de chaque lot,

- Non- respect des normes et réglementations applicables conformément à l'article 14.5,
- Non- respect de l'obligation de confidentialité conformément à l'article 14.18,
- Non- respect des données à caractère personnel conformément à l'article 14.19,
- Non-respect de l'obligation d'information sur la sous-traitance et/ou la cession en relation avec l'article 14. 21.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication d'un tel délai, le Titulaire de chaque lot dispose d'un mois, à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci.

Lorsque l'Université Paris-Saclay envisage de résilier le marché une fois le délai expiré, elle notifie son intention au Titulaire de chaque lot qui dispose d'un délai de quinze jours pour présenter ses éventuelles observations. En l'absence de réponse du Titulaire de chaque lot, la résiliation est acquise au jour de la notification. Dans le cas contraire, l'Université Paris-Saclay dispose d'un délai de quinze jours pour prendre une décision. Si elle prononce la résiliation, celle-ci prend effet à la date fixe par cette décision.

ARTICLE 28 - LIQUIDATION DU MARCHE RESILIE

Le Marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations réceptionnées et éventuellement des prestations terminées non encore réceptionnées, d'autre part des prestations en cours d'exécution dont l'Université Paris-Saclay accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché, est notifié au Titulaire de chaque lot dans les conditions prévues à l'Article 43 du CCAG FCS 2021.

ARTICLE 29 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Il peut être pourvu par l'Université Paris- Saclay, à l'exécution du service aux frais et risques du Titulaire de chaque lot soit en cas d'inexécution (grève, etc.) par ce dernier d'une prestation qui par sa nature, ne peut souffrir aucun retard soit en cas de résiliation du Marché prononcée aux torts du Titulaire de chaque lot.

S'il n'est pas possible à l'Université Paris-Saclay de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au Marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire de chaque lot n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du Marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire de chaque lot est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 30 - TOLERANCE

Le fait que l'une des parties n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du Marché, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette partie découlant de ladite clause.

Toute tolérance concernant l'application d'une clause du Marché ne peut donc être considérée comme une modification ou une suppression de celle-ci, quelle que soit la durée de cette tolérance ou sa fréquence.

ARTICLE 31 - PUBLICITE

Toute utilisation par le Titulaire de chaque lot du nom ou de tous autres signes distinctifs de « l'Université Paris-Saclay » (blason compris) devra être autorisée, au préalable et par écrit, par l'Université Paris-Saclay et pourra se faire uniquement selon les modalités et en la forme expressément et préalablement acceptées par écrit par l'Université Paris-Saclay et ne devra en aucun cas être dépréciative pour celle-ci.

L'Université Paris-Saclay autorise le Titulaire de chaque lot à déclarer dans une liste de références son identité et les coordonnées de ses interlocuteurs habituels afin qu'ils puissent être éventuellement contactés.

ARTICLE 32 - REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire de chaque lot devra fournir, dans les délais indiqués ci-après, les documents suivants (ou matériels mis en place) visés dans les articles ci-dessus et ceux évoqués dans le Cahier Des Clauses Techniques Particulières et ses annexes :

Désignation du document	Destinataires	Délais et périodicité
Attestations d'assurances, & attestations sociales et fiscales par le pouvoir adjudicateur	Service Commande Publique de l'Université Paris-Saclay	Avant la notification du Marché, conformément au délai mentionné dans le courrier du résultat de la consultation. A renouveler tous les 6 mois pour les attestations sociales et annuellement pour les autres. Sur demande de l'Université Paris- Saclay.
Liste nominative des personnels	Service Commande Publique de l'Université Paris-Saclay Chaque référent identifié	Dans les 8 jours calendaires après la notification du Marché. Au cours du Marché, dès modification.
Organisation sur sites des personnels (affectation des personnels par rapport aux prestations)	Service Commande Publique de l'Université Paris-Saclay Chaque référent identifié	Dans les 30 jours calendaires après la notification du Marché
Organigramme relatif à l'organisation d'encadrement et de suivi mise en place	Service Commande Publique l'Université Paris-Saclay Chaque référent identifié	Dans les 8 jours calendaires après la notification du Marché Au cours du Marché, dès modification
Habilitation des personnels	Service Commande Publique de l'Université Paris-Saclay Chaque référent identifié	Dans les 8 jours calendaires après la notification du Marché Au cours du Marché, dès modification
Plan de prévention	Service Commande Publique de l'Université Paris-Saclay Chaque référent identifié	Dans les 15 jours calendaires après la notification du Marché. Actualisation à chaque ouverture de sites. A renouveler annuellement
Plan de formation	Service Commande Publique de l'Université Paris-Saclay Chaque référent identifié	Dans les 90 jours calendaires à compter de la notification du Marché A renouveler annuellement
Fiches de données sécurité matériels et produits – Liste des produits et matériels utilisés	Service Commande Publique de l'Université Paris-Saclay Chaque référent identifié	Dès l'exécution du Marché Au cours du Marché, dès modification
Affichage réglementaire relatif aux produits utilisés	Sur les contenants des produits Dans les locaux mis à Disposition des personnels	Dès l'exécution du Marché Au cours du Marché, dès modification
Fiches de poste et plannings	Service Commande Publique de l'Université Paris-Saclay Chaque référent identifié	Dans les 60 jours calendaires à compter de la notification du Marché. Actualisation à chaque ouverture de s i te Au cours du Marché, dès modification
Mise en place des moyens matériels utiles	Service Commande Publique de l'Université Paris-Saclay Chaque référent identifié	Dès l'exécution du Marché
Mise en place des équipements de fournitures sanitaires	Service Commande Publique de l'Université Paris-Saclay Chaque référent identifié	Dans les 15 premiers jours de l'exécution du Marché

Mise en place du Plan d'Assurance Qualité	Service Commande Publique de l'Université Paris-Saclay Chaque référent identifié	Dans les six mois qui suivent le démarrage des prestations
---	--	--

ARTICLE 33 - DEROGATIONS

L'article ... du présent CCAP	Déroge à l'article ... du CCAG FCS-FCS 2021
Article 6 : Durée du Marché	Article 13.1
Article 7 : Prix	Article 10
Article 15 : Vérification de l'exécution des prestations	Articles 28 et 29
Article 23 : Pénalités	Article 14
Article 23.2 : Caractère non-libératoire des pénalités	Article 14.1.3

ARTICLE 34 - REGLEMENT AMIABLE – LITIGES – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le marché et tous les litiges y afférents sont soumis au droit français.

Sauf situation d'urgence justifiant un référé, les Parties s'engagent, en cas de difficultés dans l'exécution du Marché et préalablement à toute procédure judiciaire, à soumettre leur différend à une procédure amiable de conciliation.

A ce titre, la Partie qui souhaite mettre en jeu la procédure amiable de conciliation devra notifier à l'autre Partie, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, son intention de mettre en jeu ladite procédure en précisant les difficultés d'application rencontrées ou les manquements constatés. Cette lettre vaut mise en demeure de réparer les manquements constatés.

Toutefois, si dans les quinze (15) jours calendaires suivant la première notification, les Parties n'ont pas abouti à un accord amiable, chacune d'entre elles recouvrera sa pleine liberté d'action.

Tout litige relatif au présent Marché ou à son exécution sera de la seule compétence du Tribunal Administratif de Versailles.

Tribunal administratif de Versailles 56 Avenue de Saint Cloud
78000 VERSAILLES